

# La fin du tiers-monde ?

Moderniser le multilatéralisme pour un monde multipolaire

---

Available in: [日本語](#), [العربية](#), [русский](#), [Deutsch](#), [Español](#), [English](#), [中文](#), [Italiano](#), [Português](#), [ภาษาไทย](#)

## *La fin du tiers-monde ? Moderniser le multilatéralisme pour un monde multipolaire*

**Robert B. Zoellick**  
*Président du Groupe de la Banque mondiale*

*Woodrow Wilson Center for International Scholars*

14 avril 2010

-

### **Introduction : La fin du tiers-monde ?**

Depuis des décennies, les spécialistes des questions de sécurité et de politique internationale débattent de l'émergence d'un système multipolaire. Il est temps de reconnaître la dimension économique de ce concept.

Après avoir assisté à la disparition du « deuxième monde » en 1989, lors de la chute du communisme, nous avons observé en 2009 la fin de ce que l'on appelait le « tiers monde » : nous vivons maintenant dans une nouvelle économie mondiale multipolaire qui évolue rapidement et dans laquelle certains pays en développement se muent en puissances économiques ; d'autres pays sont en passe de devenir des pôles de croissance ; d'autres encore peinent à tirer pleinement parti de leur potentiel au sein du nouveau système — où le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest ont cessé d'être l'expression d'un destin économique pour ne plus être que des points cardinaux sur une boussole.

La pauvreté continue de sévir et doit être combattue. Les États défaillants existent toujours et doivent être pris en compte. Les défis mondiaux s'intensifient et doivent être relevés. Toutefois, nous devons aborder ces questions dans une optique différente. Les notions désuètes de pays développés et de tiers monde, de donateurs et de demandeurs, de leaders et de suiveurs ne correspondent plus à la réalité.

Cette situation est lourde de répercussions — pour le multilatéralisme, pour la coopération mondiale, pour les rapports de force, pour le développement et pour les institutions internationales.

### **Le multilatéralisme est important**

La crise économique mondiale a démontré l'importance du multilatéralisme. Au bord du gouffre, les pays se sont unis pour sauver l'économie mondiale. Un G-20 rénové est né de la crise et a montré ce dont il était capable en agissant rapidement pour rétablir la confiance. La question est maintenant de savoir s'il s'agissait d'une aberration, d'une anomalie passagère ?

Les historiens considéreront-ils l'année 2009 comme un épisode de coopération internationale isolé ou comme le début d'une ère nouvelle ? Aujourd'hui, certains considèrent les efforts déployés par Woodrow Wilson après la Première Guerre mondiale pour créer un nouveau système international comme une occasion manquée, qui laissa le monde à la dérive face aux écueils de l'histoire. Est-on en train de revivre une expérience similaire ?

Aujourd'hui, le danger est que la volonté de coopérer s'estompe en même temps que s'atténuent les craintes suscitées par la crise. Nous constatons déjà que des forces poussent les États-nations à privilégier à nouveau la défense de leurs intérêts particuliers.

Ce serait une erreur. Les plaques tectoniques de la sphère économique et politique se déplacent. Nous pouvons bouger avec elles ou continuer de percevoir le monde nouveau à travers le prisme de l'ancien. Nous devons accepter les nouvelles réalités. Et agir en conséquence.

### **Qu'est-ce qui a changé ? De nouvelles sources de demande**

Qu'est-ce qui a changé ?

Les pays en développement ne sont pas responsables de la crise, mais ils pourraient contribuer de façon importante à la résoudre. Notre monde aura une physionomie très différente dans dix ans, lorsque la demande proviendra non seulement des États-Unis, mais de l'ensemble de la planète.

L'évolution est déjà perceptible. La part de l'Asie dans l'économie mondiale exprimée en parité de pouvoir d'achat n'a cessé d'augmenter pour passer de 7 % en 1980 à 21 % en 2008. Les marchés boursiers d'Asie représentent maintenant 32 % de la capitalisation boursière mondiale, ce qui les place devant les États-Unis (30 %) et l'Europe (25 %). L'an dernier, la Chine a devancé l'Allemagne pour devenir le plus grand exportateur au monde. Elle a aussi dépassé les États-Unis en devenant le plus grand marché automobile de la planète.

Les chiffres des importations sont révélateurs : le monde en développement devient un des moteurs de l'économie mondiale. Une grande partie de la reprise des échanges mondiaux est due à la forte demande d'importations des pays en développement. Les importations de ces pays sont déjà supérieures de 2 % au niveau sans précédent atteint en avril 2008, avant la crise. En revanche, celles des pays à revenu élevé sont encore inférieures de 19 % à leur dernier plus haut. Les importations des pays en développement équivalent à la moitié environ des importations des pays à revenu élevé, mais elles progressent beaucoup plus rapidement que celles-ci. Aussi sont-elles à l'origine de plus de la moitié de l'accroissement de la demande mondiale d'importations enregistré depuis 2000.

### **Nouveaux pôles de croissance**

L'économie mondiale se trouve dans une phase de rééquilibrage. La situation est en partie nouvelle, mais elle représente aussi un retour dans le temps. Selon Angus Maddison, l'Asie était à l'origine de plus de la moitié de la production mondiale durant 18 des 20 derniers siècles. Nous assistons à une évolution vers une multiplicité de pôles de croissance sous l'effet de plusieurs facteurs : les classes moyennes prennent de l'ampleur dans les pays en développement ; des milliards d'êtres humains font leur entrée dans l'économie mondiale ; et de nouveaux modes d'intégration conjuguent l'intensification des échanges régionaux et l'ouverture mondiale.

Cette évolution ne concerne pas uniquement la Chine et l'Inde. En termes de parité de pouvoir d'achat, la part du monde en développement dans le PIB mondial est passée de 33,7 % en 1980 à 43,4 % en 2010. Il est probable que les pays en développement connaîtront une croissance soutenue au cours des cinq prochaines années et au-delà. Le taux de croissance annuel de l'Afrique subsaharienne pourrait dépasser 6 % en moyenne jusqu'en 2015, tandis que, durant la même période, la croissance pourrait atteindre 7 % par an en Asie du Sud, où vit la moitié des pauvres de la planète.

L'Asie du Sud-Est est devenue une région à revenu intermédiaire comptant près de 600 millions d'habitants. Elle développe ses liens avec l'Inde et la Chine, renforce ses relations avec le Japon, la Corée et l'Australie, et continue de tirer parti de la mondialisation des sources d'approvisionnement de l'Amérique du Nord et de l'Europe.

La région du Moyen-Orient est une importante source de capitaux pour le reste du monde et, de plus en plus, une plate-forme de services commerciaux entre l'Asie — de l'Est et du Sud — et les pays d'Europe et d'Afrique. Les réserves officielles brutes des pays membres du Conseil de coopération du Golfe se montaient à plus de 500 milliards de dollars à la fin de 2008, et les actifs des fonds souverains étaient estimés à 1 000 milliards de dollars. Si le Maghreb parvient à surmonter ses lignes de fracture historiques, il pourra participer au processus d'intégration Euro-Med lié à la fois au Moyen-Orient et à l'Afrique.

Dans la région Amérique latine et Caraïbes, 60 millions de personnes ont échappé à la pauvreté durant la période 2002-2008, et une classe moyenne en pleine croissance a stimulé le volume des importations à un rythme annuel de 15 %.

## **L'Afrique, pôle de croissance potentiel**

Le déplacement tectonique pourrait s'amplifier. L'Afrique a manqué le coche de la révolution manufacturière qui a permis aux pays d'Asie de l'Est de s'extirper de la pauvreté et de connaître la prospérité. Mais l'Afrique n'a plus aucune raison de rester à la traîne.

Aujourd'hui, de nombreux pays africains importent des outils et biens de consommation de base — jusqu'aux articles les plus petits et les moins coûteux tels que savons ou pantoufles. Si les Africains éliminaient les obstacles à la fabrication de ces produits sur leur sol, ainsi que les entraves à l'entrepreneuriat local, tout en incitant les investisseurs extérieurs à transférer leur production en Afrique, le continent pourrait commencer à se développer de façon très différente. Contrairement aux efforts déployés en vain dans le passé pour promouvoir les activités de substitution des importations grâce à des mesures protectionnistes, cette démarche permet de tirer parti de l'intégration régionale dans le cadre des marchés mondiaux.

Quelles sont les conditions nécessaires ? Tout d'abord, il faut que les 80 %, d'Africains qui gagnent au plus deux dollars par jour disposent d'un revenu suffisant pour acheter des biens de consommation de base. L'agriculture est la principale source d'emplois et un domaine où il est possible d'accroître rapidement la productivité et les revenus. Pour y parvenir, il convient de procéder à des investissements tout au long de la chaîne de valeur agricole : droits de propriété, semences, irrigation, engrais, financements, techniques de base, stockage et transport des produits vers les marchés. Comme les deux tiers des agriculteurs africains sont des femmes, nous devons les aider à obtenir des droits juridiques et des droits de propriété et à avoir accès aux services.

Si les revenus et les niveaux de vie augmentent, même légèrement, les fabricants locaux pourront cibler ou adapter leur production pour l'écouler sur le marché local et, par la suite, l'exporter.

Pour accélérer leur croissance économique, les Africains ont besoin de ce dont l'Europe et le Japon avaient besoin après la Deuxième Guerre mondiale : d'infrastructures, d'énergie, de marchés intégrés liés à l'économie mondiale et de conditions propices au développement d'un secteur privé dynamique. Les effets positifs de ces biens publics se feront sentir bien au-delà de l'industrie manufacturière locale.

L'évolution actuelle crée de nouvelles opportunités. Lorsque la crise mondiale a éclaté, certains Chinois ont réalisé qu'il était temps de produire autre chose que des jouets et des chaussures ; la Chine pourrait ainsi progresser le long de la chaîne de valeur, relever les salaires, accroître la consommation et développer sa « société harmonieuse ». Les entreprises chinoises pourraient alors délocaliser la fabrication de produits manufacturés à faible valeur ajoutée, notamment en Afrique, sur les pas des entreprises chinoises de mise en valeur des ressources et de construction.

Les entreprises chinoises peuvent être encouragées à transférer ailleurs leur production manufacturière destinée aussi bien au marché intérieur qu'à l'exportation. Ces producteurs apportent un savoir-faire, du matériel et un accès aux réseaux de commercialisation et de distribution. La Banque mondiale œuvre avec les Africains et les Chinois à la création de zones industrielles.

Certains investisseurs perçoivent les possibilités offertes par l'Afrique et ne sont pas découragés par les risques : après la faillite de Lehman Brothers et la crise grecque, ils savent que les marchés développés présentent aussi des risques.

La modification des politiques publiques peut favoriser la croissance du secteur privé, qui crée elle-même des services pour les entrepreneurs. Durant la décennie qui s'est achevée en 2008, le secteur privé a investi plus de 60 milliards de dollars dans les technologies de l'information et de la communication en Afrique ; 65 % des Africains se trouvent maintenant à proximité de services téléphoniques mobiles, et 400 millions de téléphones portables sont utilisés en Afrique.

L'IFC, l'institution du Groupe de la Banque mondiale spécialisée dans l'aide au secteur privé, joue un rôle catalyseur dans cette révolution commerciale. Un nouveau fonds de participation de l'IFC a levé 800 millions de dollars auprès de fonds souverains et de fonds de pension pour financer des investissements dans des entreprises d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes.

## **Les mutations économiques peuvent faire évoluer les rapports de forces**

L'augmentation des revenus et l'accélération de la croissance dans les pays en développement ont accru l'influence de ces pays. L'époque des causeries au coin du feu entre dirigeants du G-7 est révolue. Aujourd'hui, les négociations doivent se dérouler autour d'une table suffisamment large pour accueillir les principaux acteurs de la scène mondiale ; les pays en développement doivent pouvoir s'y asseoir.

Ce changement a été reconnu par les participants du sommet du G-20 qui s'est déroulé l'an dernier à Pittsburgh. Toutefois, il ne suffit pas de coucher quelques mots sur le papier. Les nobles idéaux contenus dans les déclarations de Woodrow Wilson n'ont pas été concrétisés. Il ne sera certes pas facile de redistribuer les responsabilités entre les parties prenantes du système international, mais il faut le faire. L'échec de 1919 a conduit à un manque de coopération internationale en 1929 et à une nouvelle guerre en Europe en 1939.

Aujourd'hui, nous discernons déjà des tensions. Le cycle de Doha organisé sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce et les négociations de Copenhague sur le changement climatique ont montré combien il sera difficile aux pays développés et en développement de partager leurs responsabilités et avantages mutuels. Ces échanges, en outre, ont révélé la diversité des défis auxquels sont confrontés les pays en développement.

S'il n'est plus possible de résoudre les grands problèmes internationaux sans la participation des pays en développement et en transition, il est tout aussi impossible de prétendre que les plus grands d'entre eux — le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine (BRIC) — les représentent tous.

Cela vaut pour un grand nombre de défis qui se profilent à l'horizon : l'eau, les maladies, les migrations, la démographie, les États fragiles et les pays sortant d'un conflit.

Au moment où nous considérons le G-20 comme un nouveau forum, nous devons prendre garde de ne pas imposer une nouvelle hiérarchie rigide au monde. Il faudrait plutôt que le G-20 fonctionne comme un « groupe de coordination » d'un réseau de pays et d'institutions internationales. Il devrait prendre en compte l'interdépendance des problèmes et promouvoir les questions d'intérêt commun. Ce système ne saurait être ni hiérarchique, ni bureaucratique. Enfin, il devrait prouver son efficacité en obtenant des résultats concrets.

### **Le danger du statu quo géopolitique**

Le danger, si les forces politiques poussent les pays à se préoccuper à nouveau de leurs intérêts particuliers, est que nous traitions les mutations mondiales à travers le prisme de l'ancien G-7 ; les pays développés, aussi bien intentionnés soient-ils, ne peuvent pas représenter le point de vue des pays émergents. Le statu quo géopolitique n'est pas une option viable.

Nous ne pouvons pas non plus nous réfugier dans un « multilatéralisme à l'ancienne » — une philosophie qui remonte à Metternich et au congrès de Vienne, c'est-à-dire au XIXe siècle — qui s'opposerait au changement. La « nouvelle géopolitique de l'économie multipolaire » doit répartir les responsabilités tout en tenant compte de la diversité des perspectives et des circonstances, afin de promouvoir davantage nos intérêts communs.

### **Réforme financière**

Prenons l'exemple de la réforme financière : le monde a payé très cher, sous forme de destructions d'emplois et de vies brisées, l'effondrement du système financier mondial.

Bien entendu, il est nécessaire d'améliorer la réglementation financière grâce à l'adoption de normes plus rigoureuses en matière de fonds propres, de liquidités et de contrôles. [Le nouveau cadre de supervision devra prendre en compte les risques systémiques, abroger les réglementations qui accentuent les fluctuations des cycles, regrouper les activités de contrôle pour éliminer les lacunes, et prendre en compte l'inflation des prix des actifs en plus de celle des biens et des services.](#)

Mais méfions-nous des conséquences indésirables ! Il faut se garder d'aggraver la situation en encourageant le protectionnisme financier ou en restreignant injustement l'accès des pauvres aux services financiers. Une réglementation élaborée à Bruxelles, Londres, Paris ou Washington peut donner de bons résultats dans le cas des grandes banques du monde développé, mais qu'en est-il des banques plus petites, qu'elles se trouvent dans les pays développés ou en développement ?

Cette réglementation risque d'étouffer le secteur financier, l'innovation et la gestion du risque dans les pays en développement. Elle peut rendre plus difficiles les investissements internationaux.

L'obligation d'« emprunter localement » pourrait avoir les mêmes effets que l'obligation d'« acheter localement ». La règle de la « présence physique locale » risque d'entraver la prestation de services comme elle peut asphyxier les échanges commerciaux. Le précepte de la « liquidité locale » pourrait fragmenter la gestion des liquidités au plan mondial et alourdir fortement les coûts sans améliorer la sécurité.

Les produits dérivés ont maintenant mauvaise réputation, ce qui est compréhensible si l'on se souvient de l'affaire AIG. Pour autant, il est vrai aussi que les agriculteurs du Midwest utilisent les produits dérivés pour se protéger de la volatilité des cours céréaliers. Le Mexique a eu recours aux options sur produits énergétiques pour verrouiller le prix du pétrole qui finance une grande partie de son budget.

La Banque mondiale a joué un rôle de pionnier dans le domaine des swaps de devises, et elle utilise ces instruments pour se protéger contre les risques de change et de taux d'intérêt. Nos prêts incluent des mécanismes de couverture visant à prémunir les emprunteurs contre ces risques, mais aussi contre d'autres dangers tels que la sécheresse et les catastrophes. En promouvant les emprunts en monnaies nationales, liés aux marchés mondiaux, nous avons contribué à protéger les pays en développement contre les raz-de-marée financiers de la crise récente.

L'innovation financière, lorsqu'elle est utilisée et supervisée avec prudence, engendre des gains d'efficacité et protège contre les risques. La Banque mondiale a fait œuvre de pionnier en créant des instruments tels que l'assurance du bétail pour les éleveurs mongols, le dérivé climatique visant à protéger le Malawi contre les sécheresses et le mécanisme d'assurance contre les risques de catastrophe dans les Caraïbes. Ce mécanisme a permis de verser 8 millions de dollars à Haïti en janvier dernier, immédiatement après le tremblement de terre, avec une rapidité inégalée.

Comme l'a fait remarquer l'ex-président du Mexique M. Zedillo, le problème des populations pauvres n'est pas que les marchés soient en surnombre, c'est qu'ils soient trop peu nombreux : nous avons besoin de marchés pour promouvoir le microcrédit et appuyer les petites et moyennes entreprises, notamment celles qui sont dirigées par des femmes ; nous en avons besoin pour financer le transport, le stockage et la vente de marchandises ; enfin, nous en avons besoin pour épargner, assurer et investir.

Wall Street a mis en évidence les dangers de l'innovation financière. Nous devons en tirer les enseignements et prendre des mesures énergiques. D'un autre côté, le développement a fait la preuve de ses avantages. Agir en fonction de préoccupations populistes dans le cadre du G-7 risquerait de priver d'opportunités des milliards d'êtres humains.

## **Changement climatique**

Prenons l'exemple du changement climatique : le danger est que l'on applique les règles des pays développés pour imposer une solution toute faite aux pays en développement. Ils la refuseront.

Les mesures de lutte contre les changements climatiques peuvent aller de pair avec la croissance et inciter les pays en développement à se rallier à un modèle sobre en carbone – mais à condition qu'elles ne leur lient pas les mains.

Le problème n'est pas le manque de détermination à créer un avenir plus « vert ». Les habitants des pays en développement souhaitent eux aussi vivre dans un environnement propre.

Les pays en développement ont besoin d'aide et de moyens financiers pour investir dans une croissance plus propre. Pas moins de 1,6 milliard de personnes sont privées d'accès à l'électricité. Le défi à relever est de faciliter l'évolution vers des sources d'énergie moins polluantes sans compromettre l'accès, la productivité et la croissance nécessaires pour arracher des centaines de millions de personnes à la pauvreté.

Si l'on veut éviter les discours géopolitiques d'usage, il faut envisager les choses différemment, en sortant du dilemme énergie-environnement. Nous devons poursuivre des politiques qui tiennent compte du prix du carbone ; qui améliorent la maîtrise de l'énergie ; qui développent les technologies énergétiques propres adaptées aux pays pauvres, comme l'énergie solaire hors réseau ; qui ouvrent la voie au géothermique ; et qui encouragent des modes

d'utilisation des forêts et des terres avantageux pour tous. C'est ainsi que nous pourrions créer des emplois et améliorer la sécurité énergétique.

Les barrages hydroélectriques ont alimenté la croissance dans les pays développés. Certains ne pensent pas que les pays en développement devraient avoir accès aux sources d'énergie au même titre que les pays développés. Cette pensée leur est aussi naturelle que le geste d'appuyer sur un interrupteur et de laisser une pièce vide allumée.

S'il nous faut certes protéger l'environnement, nous ne pouvons condamner les enfants africains à faire leurs devoirs à la lueur d'une chandelle ou priver les travailleurs africains de possibilités d'emploi dans le secteur manufacturier. L'approche du problème à travers le prisme des pays développés est la meilleure façon de s'aliéner l'appui des pays en développement en faveur des objectifs globaux pour l'environnement.

### **Gérer la réponse à la crise**

Prenons la réponse à la crise : dans un monde en mutation, le danger est que les pays développés privilégient les réunions au sommet consacrées aux systèmes financiers ou qu'ils se focalisent sur les problèmes de gestion de pays développés comme la Grèce.

Les pays en développement ont besoin de sommets consacrés aux pauvres. L'une des leçons de la crise est que des filets de sécurité efficaces ont permis d'éviter la perte d'une génération entière – ce qui n'avait pas été le cas lors de la crise asiatique des années 90.

Prêter l'oreille aux problèmes des pays en développement n'est plus une simple question de charité ou de solidarité : il y va de notre propre intérêt. Ces pays sont aujourd'hui des moteurs de croissance et des importateurs de biens d'équipement et de services produits par les pays développés.

Les pays en développement ne veulent pas débattre uniquement du niveau élevé de la dette dans les pays développés ; ils veulent que la réflexion porte sur les investissements productifs dans l'infrastructure et le développement du jeune enfant. Ils veulent avoir libre accès aux marchés pour créer des emplois, améliorer la productivité et accélérer la croissance. Nombre d'entre eux recherchent des moyens d'exploiter les innovations et l'efficacité des marchés privés pour créer des infrastructures et des services publics durables.

### **Un rôle nouveau pour les puissances émergentes**

Mais pour moderniser le multilatéralisme, il ne suffit pas que les pays développés apprennent à s'adapter aux besoins des puissances émergentes. Le pouvoir confère des responsabilités.

Les pays en développement doivent reconnaître qu'ils font aujourd'hui partie de l'architecture mondiale. Ils ont tout à gagner de systèmes internationaux vigoureux, dynamiques et souples dans tous les domaines – financement, commerce, circulation des idées et des personnes, environnement – et de solides institutions multilatérales.

Il nous faut rechercher les points de convergence qui permettront de trouver des solutions mutuellement avantageuses, mais nous devons aussi tenir compte des obstacles politiques et des préoccupations locales. Les dirigeants doivent parvenir à des accords qui permettent de rallier un soutien national.

### **Que signifie cette nouvelle donne mondiale pour le développement ?**

La dynamique du développement n'opère plus sur le seul axe Nord-Sud. Elle se propage également dans le sens Sud-Sud et même Sud-Nord, et tous ceux qui gardent un esprit ouvert peuvent en tirer des leçons. Elle est à l'œuvre dans les programmes de transfert monétaire conditionnel au Mexique, qui font école dans le monde entier. Elle est relayée par les Indiens d'Afrique qui expliquent comment la « révolution blanche » a dopé la production laitière. Elle engendre un monde nouveau dans lequel les pays en développement sont à la fois bénéficiaires et prestataires de l'aide financière et technique. Il ne s'agit pas de proposer des panacées idéologiques, des modèles passe-partout ni des solutions toutes faites. Dans une économie multipolaire, le développement doit être pragmatique, privilégier l'apprentissage par l'action, suivre l'évolution des marchés et des possibilités commerciales et se nourrir de l'échange

d'idées et du partage de savoir via la création de nouveaux réseaux à l'image de ceux qui relient les marchés entre eux.

L'avenir du développement, c'est une nouvelle vision de l'aide : les fonds souverains et les fonds de pension qui investissent aux côtés du Groupe de la Banque mondiale en Afrique représentent une nouvelle forme d'intermédiation financière. Ce n'est pas de la charité. C'est la recherche d'investissements rentables. L'IFC aide à surmonter les obstacles à l'information et à réduire les coûts de transaction. Notre objectif est purement et simplement de révolutionner l'aide financière aux pays en développement.

### **Moderniser les institutions multilatérales**

Comment gérer la « nouvelle donne géopolitique dans une économie multipolaire » où chacun est équitablement représenté dans des associations ouvertes à tous, et non des clubs dont les membres sont triés sur le volet ?

Si les plaques tectoniques se déplacent, les institutions multilatérales doivent aussi évoluer. La crise a mis en lumière les possibilités offertes par la coopération internationale, mais elle a également souligné la nécessité de moderniser et de renforcer les institutions multilatérales pour tenir compte de la nouvelle physionomie du monde.

Face à cette nouvelle réalité, il faut recenser les intérêts mutuels, s'entendre sur l'action commune à mener et gérer les différences entre des pays confrontés à des situations qui n'ont jamais été aussi diverses.

Il faut des institutions dynamiques, souples, responsables et capables de mobiliser les ressources nécessaires pour donner la parole à ceux qui ne peuvent faire entendre leur voix.

Il faut des institutions qui approchent leurs partenaires avec humilité et respect, qui soient prêtes à apprendre des autres et qui puissent servir de trait d'union dans un nouveau monde d'échanges de savoir Sud-Sud et Sud-Nord.

Et il faut des institutions capables de produire des résultats concrets et de rendre des comptes lorsqu'elles ne répondent pas aux attentes.

Pour les aider à jouer ce rôle, le Groupe de la Banque mondiale doit évoluer à un rythme toujours plus rapide. Les institutions publiques ont tendance à évoluer plus lentement que les organisations privées confrontées à la concurrence. Nous sommes conscients de ce risque. C'est pourquoi nous avons lancé le programme de réforme le plus ambitieux de toute l'histoire de notre institution.

### **La réforme du Groupe de la Banque mondiale vise à accroître sa représentativité et sa légitimité**

Un Groupe de la Banque mondiale modernisé doit refléter les réalités économiques internationales du XXI<sup>e</sup> siècle, en reconnaissant le rôle et les responsabilités d'un nombre grandissant d'acteurs, mais aussi leur diversité et leurs besoins particuliers, et permettre à l'Afrique de mieux se faire entendre.

Compte tenu de ces besoins, nous exhortons nos actionnaires à tenir dans quelques jours leur promesse de porter la part des voix collectivement par les pays en développement à 47 % au moins du total des voix.

Mais nous n'en resterons pas là. Suivant une procédure inédite de la part d'une institution financière internationale, la Banque procèdera tous les cinq ans à un examen de la répartition du capital pour pouvoir la modifier en fonction de la croissance économique et de l'évolution de la situation de ses actionnaires, l'objectif étant de parvenir à terme à une répartition équitable. Pour la première fois, les parts seront calculées suivant une formule qui tienne compte des besoins et des missions du Groupe de la Banque mondiale : elles refléteront non seulement le poids économique, mais aussi les contributions à notre fonds en faveur des pays les plus pauvres.

L'équipe de direction de notre institution compte aujourd'hui un nombre record de ressortissants de pays en développement et de femmes. Mais nous devons faire mieux encore.

Nous devons considérer les pays en développement comme nos clients et non comme de simples objets d'application de modèles de développement théoriques. Nous devons les aider à résoudre des problèmes et non tester des hypothèses.

Mais pour résoudre des problèmes, il faut des ressources.

### **La réforme demande des ressources supplémentaires**

Depuis la mi-2008, point culminant de la crise, le Groupe de la Banque mondiale a engagé plus de 100 milliards de dollars au titre de l'aide aux pays en développement.

Ce chiffre est sans précédent, et je tiens à remercier tout particulièrement les services du Groupe de la Banque qui ont su se montrer à la hauteur de la tâche.

Nous avons rapidement mobilisé les fonds nécessaires là où il le fallait. Bien que le Groupe de la Banque accorde normalement des prêts pour des projets à long terme, nos décaissements au titre du développement ont dépassé les versements du FMI aux pays en crise.

Le Groupe de la Banque mondiale a su utiliser efficacement les ressources disponibles pour intensifier son action face au danger.

Il lui faudra davantage de ressources pour soutenir la reprise de la croissance et faire du multilatéralisme moderne une réalité dans cette nouvelle économie mondiale multipolaire. Si cette reprise s'essouffle, nous ne pourrions pas intervenir.

C'est pourquoi la Banque mondiale, pour la première fois en plus de 20 ans, cherche à augmenter son capital. Les actionnaires peuvent soit décider de renforcer l'institution, soit accepter que son influence diminue et perdre ainsi une institution multilatérale efficace qui n'aurait pas les moyens de relever de futurs défis.

En plus de fournir les ressources financières indispensables, nous montrons comment un multilatéralisme moderne peut effectivement fonctionner et comment les 186 pays membres de notre institution coopèrent.

Plus de la moitié des ressources qui seront levées pour accroître notre capital proviendront de pays en développement par le biais de tarifs plus élevés et d'apports de capitaux plus importants. L'adoption d'un tel train de mesures représenterait un bel exemple de multilatéralisme qui contrasterait avec les revers essuyés récemment dans les domaines du changement climatique et du commerce.

### **Une réforme axée sur l'efficacité, l'innovation et la responsabilité**

Il ne suffit pas d'accroître la participation et les ressources. Nous devons aussi faire mieux en termes d'efficacité, de capacité d'adaptation, d'innovation, de souplesse et de responsabilité.

Notre plan de réforme vise à recentrer notre action sur les domaines où notre valeur ajoutée est la plus forte, qu'il s'agisse de cibler les pauvres et autres groupes vulnérables, notamment en Afrique subsaharienne, de créer des opportunités de croissance, de promouvoir une action collective de portée mondiale dans des domaines tels que le changement climatique, l'agriculture, l'eau et la santé, de renforcer la gouvernance et de se préparer à faire face à des crises.

Notre plan de réforme vise à moderniser nos produits et nos services en privilégiant l'innovation et en concevant un nouveau modèle de décentralisation qui permette à nos spécialistes d'opérer plus près des clients, tout en centralisant et en adaptant connaissances et expériences pour les diffuser dans le monde entier. Notre action doit avoir à la fois une portée mondiale et une sensibilité locale.

Notre plan de réforme est axé sur les résultats : nous renforçons notre action de promotion de la gouvernance et de lutte contre la corruption, notamment en mettant l'accent sur la prévention, et nous montrons la voie aux autres institutions internationales en matière de transparence et de responsabilité. Notre nouvelle politique d'accès à l'information, qui s'inspire de la législation sur la liberté de l'information en Inde et aux États-Unis, est une autre



innovation de la Banque dont on peut espérer qu'elle sera reprise par d'autres institutions internationales. Nous avons décidé de donner librement accès aux données de la Banque mondiale. La semaine dernière, nous avons conclu un accord avec d'autres banques multilatérales de développement pour inscrire sur une liste noire commune les personnes physiques ou morales coupables de corruption.

Et nous mettons en place un tableau de bord qui nous obligera à rendre mieux compte de notre action.

Nous savons que nous faisons parfois fausse route. S'il était facile d'éliminer la pauvreté, celle-ci aurait disparu depuis longtemps. En permettant aux autres de voir ce que nous faisons, comment nous procédons et les résultats que nous obtenons, il sera plus facile de détecter les erreurs et d'y remédier plus rapidement.

Cet ensemble de réformes donnera un nouveau visage à la Banque mondiale, qui ne sera plus celle des premiers jours, ni même celle des dernières années.

## **Conclusion**

Une réforme ne peut pas être un effort ponctuel. Ce doit être un processus continu d'apprentissage et d'ajustement permanent aux nouvelles réalités.

S'il nous est impossible de prédire l'avenir, nous pouvons discerner certaines évolutions, et l'émergence d'une économie mondiale multipolaire en est une.

Il ne s'agit pas d'une aberration ni d'une anomalie passagère. Nous vivons dans un monde d'États-nations. Mais ceux qui pèsent sur notre avenir commun - pays développés ou en développement de toutes les régions du monde - sont aujourd'hui plus nombreux. Cela pourrait bien augurer de l'avenir. Mais cette nouvelle économie multipolaire se dessine encore. Sa configuration reste à définir.

Le système multilatéral moderne doit répondre à cette évolution.

Le multilatéralisme moderne doit être pragmatique. Il doit reconnaître que l'exercice de l'autorité gouvernementale relève encore pour l'essentiel des États-nations, mais que de nombreux processus de décision et sources d'influence existent en dehors de la sphère gouvernementale.

Le multilatéralisme moderne doit faire intervenir de nouveaux acteurs, promouvoir la coopération entre « anciens » et « nouveaux », et mobiliser les institutions mondiales et régionales pour faire face aux menaces et saisir les opportunités qui dépassent les capacités d'un seul État.

Le multilatéralisme moderne ne sera pas un club fermé qui fait beaucoup plus d'exclus qu'il ne compte de membres. Il ressemblera davantage au maillage souple de l'Internet, qui relie de plus en plus de pays, d'entreprises, d'individus et d'ONG dans un réseau mondial. Des institutions multilatérales légitimes et efficaces, dotées des ressources nécessaires et capables de produire des résultats, peuvent former le tissu qui viendra étoffer la structure de ce système multipolaire dynamique.

Woodrow Wilson aspirait à une Ligue des Nations. Nous devons créer une Ligue de Réseaux.

L'heure est venue d'abandonner les notions désuètes de pays développés et de tiers monde, de leaders et de suiveurs et de donateurs et de demandeurs.

Nous devons soutenir l'émergence de nouveaux pôles de croissance qui profitent à tous.